

# Lutte contre les inondations Une stratégie nationale à 311 milliards de dinars

PAR FERIEL NOURINE

Les coûts de la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre les inondations, établie à l'horizon 2030, ont été estimés à 311,432 milliards de dinars, a fait savoir hier la directrice de l'assainissement et de la protection de l'environnement auprès du ministère des Ressources en eau, Nora Frioui-Ziani.

Ce montant est reparti « entre 136 milliards de dinars pour les actions structurelles, 62 milliards de dinars pour les actions non structurelles et 112 milliards de dinars pour l'aménagement des bassins versants », a précisé M<sup>me</sup> Frioui-Ziani lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation de cette nouvelle stratégie, financée par l'Union européenne dans le cadre de la coopération Algérie-Union européenne/Programme d'appui au secteur

de l'eau et de l'assainissement EAU II, a-t-elle rappelé. L'étude ayant servi à la mise en place de cette stratégie a permis l'identification de 689 sites comme étant exposés aux inondations pour avoir déjà connu des événements dommageables répertoriés, a ajouté la même responsable. Parmi ces sites, 233 bénéficieront d'une prise en charge prioritaire au vu des risques élevés auxquels ils sont exposés, dont un risque extrême pour 24 d'entre eux, un très haut risque pour 61 sites, alors que les 148 autres sites sont classés à haut risque. Pour prendre en charge en priorité les 233 zones à risques, un plan d'action interministériel pour la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de lutte contre les inondations a été établi, a encore indiqué M<sup>me</sup> Frioui-Ziani, précisant que ce plan englobe 158 actions d'ordre organisationnel, juridique et technique. A travers la

stratégie nationale de lutte contre les inondations, les autorités concernées se sont tracées 19 objectifs dont l'amélioration de l'acquisition des données, le développement des méthodes et des outils d'analyse du territoire et l'élaboration d'une cartographie des aléas, des vulnérabilités et des risques, a-t-elle expliqué. Il est également question de former des cadres techniques et de limiter l'exposition humaine par la prévision des crues mais aussi par l'alerte en temps réel. Cette nouvelle stratégie est « un cadre de travail commun et une feuille de route partagée qui permettent à toutes les parties permettront de coordonner leurs efforts, afin de réduire la vulnérabilité des villes algériennes », a conclu la directrice de l'assainissement et de la protection de l'environnement auprès du ministère des Ressources en eau, laissant le soin à sa collègue Zakia Bougaroua,

directrice d'études auprès du ministère des Ressources en eau, de détailler les actions que compte cette stratégie dont l'entretien des oueds et ouvrages de protection contre les inondations. Cette action concerne le curage de 2 200 km d'oueds traversant des agglomérations urbaines pour un montant de 17 milliards de DA par an à l'horizon 2021, la prise en charge en urgence des effets des dernières inondations dans les différentes wilayas pour une enveloppe de 47 milliards DA et la mise en place d'une tranche prioritaire du plan d'action à l'horizon 2021 pour une enveloppe de 30 milliards DA par an, a précisé M<sup>me</sup> Bougaroua, rappelant que le président de la République a fixé aux parties concernées un délai de six mois pour actualiser la stratégie nationale de lutte contre les inondations qui existait déjà. ■